

Étude des crédits

2021-2022

Conseil du statut de la femme



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question
1	Voyages hors Québec
2	Voyage en avion ou en hélicoptère au Québec
3	Publicité, articles promotionnels et commandites
4	Publicité sur internet
5	Conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements
6	Dépenses en formation de communication
7	Formation en communication pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés
8	Contrats octroyés par un organisme
9	Appels d'offres publics de l'organisme
10	Consultants externes intégrés ou œuvrant au sein de l'organisme
11	Projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques plus de 100 000\$
12	Projets de développement informatique en fonouagique
13	Dépenses de bureau et de frais de déplacement
14	Dépenses reliées à la téléphonie
15	Effectifs de l'organisme
16	Nombre de départs à la retraite et de remplacements effectués
17	Baux pour les espaces occupés par l'organisme
18	Actifs immobiliers excédentaire
19	Portrait actifs excédentaires
20	Coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués pour l'organisme
21	Coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués pour le cabinet ministériel
22	Personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres
23	Sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire de l'organisme
24	Personnel hors structure
25	Personnel en disponibilité
26	Occasionnels mis à pied
27	Postes abolis régions
28	Liste bureaux régionaux
29	Personnel rémunéré par l'organisme et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres
30	Abonnements
31	Abonnements pour le cabinet
32	Achat de billets de saison, billets chambre de commerce, réservation de loges et frais de club privé
33	Information relative aux sites internet
34	Nominations de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs
35	Dépenses pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles
36	Mandats confiés aux adjoints parlementaires
37	Entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies
38	Ententes signées entre l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes
39	Crédits périmés et gel de crédits pour chaque organisme
40	Revenus autonomes et tarification
41	Plan de réduction des dépenses de fonctionnement
42	Sommes reçues en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement
43	Montant total des primes au rendement et des bonis
44	Primes au rendement et bonis - cabinet ministériel
45	Montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat
46	Montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire
47	Cadres, dirigeants de la fonction publique, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée
48	Cadres, dirigeants de la fonction publique ayant été déplacées de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels
49	Reconduction des programmes existants
50	Initiative ou majoration des programmes existants
51	Nombre de fonctionnaires affectés au Plan Nord
52	Ventilation du budget consacré au Plan Nord
53	Nombre d'employés affectés à la Stratégie maritime
54	Ventilation du budget consacré à la Stratégie maritime
55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert
56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles
57	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord
58	Contrats service juridique
59	Dépenses en informatique
60	Masse salariale et indemnités de retraite
61	Taux d'absentéisme
62	Rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis et analyses produits
63	Nombre de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association professionnelle
64	Rencontre diverses
65	Rencontres importantes - gouvernement
66	Sondages
67	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question (suite)
68	Politique jeunesse Québec
69	Transfert d'emplois gouvernementaux en région
70	Reconnaissance des acquis - personnes immigrantes
71	Protection des renseignements personnels
72	Politique culturelle du Québec
73	Enquête nationale - femmes et filles autochtones
74	Suivi de recommandations - Commission des autochtones
75	Plan d'action - Premières nations et des Inuits
76	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter
77	Politique gouvernementale de prévention en santé
78	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons
79	Stratégie d'action - Ensemble, nous sommes le Québec
80	Stratégie nationale sur la main d'œuvre 2018-2023
81	Plan d'action pour la main d'œuvre
82	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges
83	Occupation et vitalité des territoires 2018-2023
84	Plan d'action allègement règlementaire et administratif. 2020-2025
85	Plan d'agriculture durable 2020-2030
86	Plan d'action économie sociale 2020-2025
87	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023
88	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022
89	Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022
90	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027
91	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026
92	Plan d'action en économie numérique 2016-2021
93	Stratégie maritime 2015-2030
94	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025
95	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023
96	Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020
97	Plan pour une économie verte 2020-2030
98	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020
99	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030
100	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec
101	Conciliation travail-famille
102	Analyse différenciée selon les sexes
103	Électrification des transports
104	Rétention des travailleurs d'expérience
105	Mesures de télétravail/travail à distance
106	Primes COVID-19
107	Mises à pied et non-renouvellement de contrats-COVID-19
108	Coût matériel télétravail
109	Dépenses sécurité informatique
110	Dépenses vidéo-conférence
111	Remboursement matériel télétravail
112	Employés absents COVID-19
113	Soutien employés santé mentale
114	Matériel de protection individuel COVID-19
115	Entretien ménager et désinfection des locaux
116	Avis DNSP / INSPQ COVID-19
117	Coût mesures CNESST
118	Plaintes du public COVID-19
119	Consignes COVID-19 Cabinets ministériels
120	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats
121	Contrats santé publique
122	Contrats cabinet
123	Demandes d'accès à l'information
124	Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif
125	Entente de confidentialité requise pour la préparation de projet de loi, politiques, stratégies et consultations
126	Actes répréhensibles
127	Postes ouverts et comblés
128	Rémunération des stages
129	Véhicules
130	Actions et dépenses PACC 2020
131	Rencontres - représentants autochtones
132	Analyse différenciée selon les sexes

Question **1**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- H les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

Réponse :

Aucun déplacement hors Québec au cours de cette période.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **2**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021:

- a) les raisons du déplacement
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse :

La présidente du Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun voyage en avion ou en hélicoptère au Québec au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, par. 17).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question **3**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

Dépenses en publicité (incluant Internet)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	COÛT
Facebook-Instagram	Publicités diverses	Achat en ligne	655,92\$
Québecor	Campagne 8 mars 2020 – Parution le 7 mars 2020 d'une demi-page verticale dans les éditions papier du Journal de Québec et du Journal de Montréal. Publicité numérique sur les sites des deux journaux pendant la période du 7 au 9 mars 2020.	Négocié	7 411,60 \$
Magazine Véro	Prendre soin des autres, ensemble – article co-marqué dans l'édition printemps parue en kiosque le 2 avril 2020.	Négocié	6 882,20 \$
Magazine Nouveau Projet	Femmes et pandémie – publicité pleine page dans l'édition papier parue en kiosque le 19 septembre 2020.	Négocié	2 845,53 \$
CN2I (Le Soleil, Le Droit, La Voix de l'Est, La Tribune, Le Quotidien, Le Nouvelliste)	Campagne 12 jours – période du 30 novembre au 4 décembre 2020. Article co-marqué dans les éditions numériques des six quotidiens. Publicités numériques sur les plateformes Web des six journaux avec intégration de la capsule Web produite par le CSF. Publicité cliquable dans l'infolettre matin et soir du 30 novembre 2020, du journal Le Soleil.	Négocié	6 246,93 \$
La Presse Plus	Campagne Grossophobie – publication le 8 novembre 2020 dans le magazine Suite de La Presse+. Contenu co-marqué plein écran XTRA, incluant l'insertion d'une capsule vidéo produite par le CSF.	Négocié	7 948,09 \$
Québecor	Campagne 12 jours – période du 26 novembre au 28 décembre 2020. Contenu co-marqué sur la page Web Hublo du Journal de Montréal et du Journal de Québec et dans les éditions papier de ces deux journaux. Publicités numériques sur les sites Web des deux journaux avec intégration de la capsule vidéo produite par le CSF. Publicité pleine page couleur dans l'édition papier du Journal de Québec du 5 décembre 2020. Publications Facebook à partir des comptes Hublo, Journal de Montréal et Journal de Québec.	Négocié	7 109,84 \$
Québecor-Magazine Cool	Campagne Grossophobie – publication d'un article co-marqué dans la revue en kiosque le 12 décembre. Publication sur le compte Facebook du magazine Cool avec partage de la capsule vidéo produite par le CSF.	Négocié	5 082,24 \$

TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉS 44 182,35 \$

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

<p>Question 4</p>	<p>Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :</p> <p>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense ; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.</p> <p>Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.</p>
--------------------------	---

Réponse :

Dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	COÛT
Facebook-Instagram	Publicités diverses promotion des campagnes et travaux du CSF Femmes et pandémie, 12 jours, 8 mars 2020, Quelques secondes pour comprendre (grossophobie), Prendre soin des autres, magazine GF	Achat en ligne	655,92 \$
Québécor	Campagne 8 mars 2020 Journal de Québec et Journal de Montréal Publicité numérique sites des deux journaux 7 au 9 mars 2020	Négocié	7 411,60 \$
CN2I (Le Soleil, Le Droit, La Voix de l'Est, La Tribune, Le Quotidien, Le Nouvelliste)	Campagne 12 jours 30 novembre au 4 décembre 2020 Article co-marqué dans les éditions numériques des six quotidiens Publicités numériques, plateformes Web des six journaux Intégration capsule Web du Conseil Publicité cliquable 30 novembre 2020, Le Soleil	Négocié	6 246,93 \$
La Presse Plus	Campagne Grossophobie –8 novembre 2020 magazine Suite de La Presse+ Contenu co-marqué plein écran XTRA, incluant l'insertion d'une capsule vidéo produite par le CSF	Négocié	7 948,09 \$
Québécor	Campagne 12 jours – 26 novembre au 28 décembre 2020 Contenu co-marqué page Web Hublo Journal de Montréal et du Journal de Québec Publicités numériques sites Web des deux journaux avec intégration de la capsule vidéo du Conseil Publications Facebook Hublo, Journal de Montréal et Journal de Québec	Négocié	7 109,84 \$

TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ SPÉCIFIQUEMENT SUR INTERNET 29 372,38\$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **5**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par le ministère ou l'organisme :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Réponse :

Aucune dépense pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements.

Question **6**

La liste des dépenses en formation de communication :
 Organisée par le ministère ou l'organisme :
 a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
 b) le but recherché par chaque dépense;
 c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;
 Organisée par un professionnel ou une firme externe :
 d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
 e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 h) le but visé par chaque dépense;
 i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Formations organisées par une firme externe ou une professionnelle ou un professionnel

FOURNISSEURS	BUT VISÉ	FORMATION	COÛT	MODE D'OCTROI
Étienne Denis – 90 degrés communication inc.	Formation sur mesure en rédaction Web	5 personnes	3 500 \$	Contrat négocié
Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD)	Plaisirs, défis et enjeux de la navigation au sein des médias sociaux	1 personne	330 \$	Contrat négocié

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 par. 22 et 23).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **7**

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
90 degrés communication inc.	Formation sur mesure en rédaction Web		3 500 \$	
Anctil, Gabrielle	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 560 \$	640 \$	Contrat négocié
Beha, Claire-Marine	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 560 \$	1 280 \$	Contrat négocié
Bla Bla Rédaction	Révision linguistique de différents documents	7 003 \$	6 045 \$	Contrat négocié
Bourdillon, Rémy	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 560 \$	1 280 \$	Contrat négocié
Consultant GLG	Travaux d'intégration et de programmation Web	105 000 \$	13 524 \$	Contrat négocié
Dumais, Hélène	Révision linguistique de différents documents	3 960 \$	995 \$	Contrat négocié
Dussault, Andrée-Marie	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 560 \$	1 920 \$	Contrat négocié
Dylan Stewart Page Productions	Réalisation d'une capsule vidéo pour le Conseil sous le thème de la Grossophobie	5 475 \$	3 625 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question **8**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Fleuri, Johann	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 920 \$	640 \$	Contrat négocié
I.C.I. Influence communications	Production de la revue de presse écrite		5 857 \$	Contrat négocié
I.C.I. Influence communications	Veille des médias électroniques		3 654 \$	Contrat négocié
Langevin, Louise	Analyser le projet de loi à venir et mettre en lumière les évolutions récentes en matière de maternité pour autrui	15 175 \$	4 987 \$	Contrat négocié
Lussier, Judith	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 920 \$	1 280 \$	Contrat négocié
Mercier, Hélène	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 560 \$	1 440 \$	Contrat négocié
MissPixels	Conception et réalisation graphique de publications imprimées et électroniques du Conseil du statut de la femme	5 980 \$	4 875 \$	Contrat négocié
Morin, Nadia	Production d'illustrations	4 200 \$	2 800 \$	Contrat négocié
Navarro, Pascale	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 920 \$	1 920 \$	Contrat négocié
Pro-Actif Studio de graphisme et d'infographie	Conception et réalisation graphique de publications imprimées et électroniques du Conseil du statut de la femme	4 000 \$	2 120 \$	Contrat négocié
Sachet, Ambre	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 920 \$	640 \$	Contrat négocié
Syn-texte	Révision linguistique de différents documents	3 960 \$	1 095 \$	Contrat négocié
Tanguay, Monique	Révision linguistique de différents documents	3 000 \$	462 \$	Contrat négocié
TechnoConseil inc.	Logiciel SharePoint (informatique)	4 942 \$	749 \$	Contrat négocié

Question **8**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Technologies Umbrella inc.	Projet de déploiement de Microsoft 365 Business Premium et accompagnement des utilisateurs et utilisatrices	23 360 \$	6 253 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella inc.	Services professionnels en technologie de l'information et de soutien technique en informatique dans le cadre des opérations	104 320 \$	49 160 \$	Sur invitation
Veeam Cloud	Services de sauvegarde de données en ligne	6 000 \$	4 252 \$	Contrat négocié
Vouaux, Anne	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 280 \$	640 \$	Contrat négocié

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas réalisé d'appels d'offres publics au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: www.seao.ca.

Question **10**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021:

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'année financière 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a initié aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques répondant aux critères définis dans les *Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles* au cours de cette période.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Question **12**

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;

- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a initié aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques répondant aux critères définis dans les *Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles* au cours de cette période.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question **13**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous- ministre, des sous- ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau; l'ameublement;
- c) la décoration et l'embellissement; le distributeur d'eau de source;
- d) le remboursement des frais de transport;
- e) le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas;
- f) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- g) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Réponse :

	Nature de la dépenses	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	TOTAL
a	Photocopie	0 \$	604 \$	311 \$	191 \$	198 \$	367\$	214\$	196 \$	217 \$	241 \$	91 \$	2 630 \$
b.	Mobilier de bureau ¹	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
c	Ameublement	0	0	1512 \$	0	0	0	0	0	543 \$	0	0	2 055 \$
d	Décoration et embellissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
e.	Distributeurs d'eau de source	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
f.	Remboursement des frais de transport	0	20 \$	307 \$	20 \$	19 \$	273 \$	0	9 \$	37 \$	105 \$	35 \$	825 \$
g.	Remboursement des frais d'hébergement	0	0	0	0	0	44 \$	0	0	0	0	0	44 \$
h.	Remboursement des frais de repas	0	0	0	0	0	46 \$	0	0	0	0	0	46 \$
j-1	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
j-2	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$

¹ On entend par mobilier de bureau, tout mobilier dont la valeur d'acquisition est supérieure à 1 000 \$ par unité, constituant ainsi un bien amortissable.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 14

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Réponse :

c.	Coûts d'acquisition des appareils	355 \$
d.	Coût d'utilisation des appareils	0 \$
e.	Coût des contrats téléphoniques	1 343 \$
f.	Coût des frais d'itinérance	0 \$
i.	Coût lié aux dépassements des forfaits de données	55 \$
j.	Coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25) :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2021-2022 (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2018-2019 et les cinq années précédentes;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

Réponse :

Note : Veuillez prendre note que les réponses à cette question concernant l'effectif du Conseil considèrent l'ensemble du personnel visé par la Loi sur la fonction publique, ce qui exclut les personnes titulaires d'un emploi supérieur, en l'occurrence la présidente du Conseil du statut de la femme.

Tableaux pages suivantes

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question **15**

Suite

Réponse :

a et b) Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL RÉGULIER NOMBRE TOTAL	FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Personnel cadre													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	4	3	75	1	25								
Sous-total	4	3	75	1	25								
Personnel professionnel													
Moins de 35 ans	2	2	100										
35 ans et plus	13	11	84.62	2	15.38								
Sous-total	15	13	86.66	2	13.33								
Personnel technicien													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	6	6	100										
Sous-total	6	6	100										
Personnel de bureau													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	1	1	100										
Sous-total	1	1	100										
Total par groupe d'âge													
Moins de 35 ans	2	2	100										
35 ans et plus	24	21	87.50	3	12.50								
Total	26	23	88.46	3	11.54								

Question **15**

Suite

Réponse :

c) Nombre de jours de maladie pris par le personnel*

CATÉGORIES D'EMPLOI	
Personnel cadre	96,88
Personnel professionnel	223,13
Personnel technicien	49
Personnel de bureau	3,89
Total	372,89

* Incluant les congés invalidité longue durée (assurance salaire).

d) Nombre total et ventilation du nombre de jours de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

CATÉGORIES D'EMPLOI	RÉSERVE ET BANQUE DE JOURS DE MALADIE	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Personnel cadre	174,28	1	1	2		N/D
Personnel professionnel	429,76	4	11		1	N/D
Personnel technicien	81,27	2	4			N/D
Personnel de bureau	6,45	1				N/D
Total	691,76	8	16	2	1	N/D

Question **15**

Suite

Réponse :

e) Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

CATÉGORIES D'EMPLOI	RÉALISÉES	PAYÉES REMBOURSÉES	COMPENSÉES
Personnel cadre			
Personnel professionnel	268	236,25	31,75
Personnel technicien	7,25	7,25	
Personnel de bureau	9	9	
Total	284,25	252,50	31,75

f) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel

CATÉGORIES D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
Personnel cadre	20	6	11	22	26,88				6		6		97,88
Personnel professionnel	1	1	13	67,75	167,50	27	21	1	10	5		3	317,25
Personnel technicien		6	10	27,50	32	1	16	8	24	15	2	5	146,50
Personnel de bureau				1,11	10				0,56	4,44			16,11
Total	21	13	34	118,36	236,38	28	37	9	40,56	24,44	8	8	577,74

Question **15**

Suite

Réponse :

g) Nombre de personnes ayant, dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

CATÉGORIES D'EMPLOI	RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Personnel cadre	25,71	3	1			N/A
Personnel professionnel	48,01	14	2			N/A
Personnel technicien	35,52	4	2			N/A
Personnel de bureau	6	1				N/A
Total	115,24	22	5			N/A

h) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Nombre et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Question **15**

Suite

Réponse :

j) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	4	15	6	1	26
Total	4	15	6	1	26

incluant un poste occasionnel

k) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

	2020-2021
Expert	1
Émérite	

l) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

	2020-2021
Traitement supérieur	1

Question **15**

Suite

Réponse :

m) Nombre de postes par catégorie d'emploi et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	4	16	6	1	27*
Total	4	16	6	1	27

*incluant un poste occasionnel

n) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) Nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emplois pour 2019-2020 et les cinq années précédentes

Le Conseil du statut de la femme n'a aboli aucun poste en 2020-2021.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **16**

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022:

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

a) Nombre de départs à la retraite

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Aucun remplacement effectué au cours de cette période.

c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Aucune personne retraitée n'a été engagée au cours de cette période.

Question **17**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2020, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

Réponse :

a.	Emplacement de la location	800, place D'Youville 3 ^e étage, Québec
b.	Superficie totale pour chaque local loué	1 080 m ²
f.	Coût total de ladite location	329 587 \$
g.	Coûts d'aménagement et de rénovation	17 009 \$
h.	Durée du bail	Le bail se renouvelle annuellement
i.	Propriétaire de l'espace loué	Services de gestion MJA Locateur : Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, au coût total de ladite location et au propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 27)* :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **18**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir:

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **19**

Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

Réponse :

Aucun actif excédentaire.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

Question **20**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun travail lié au déménagement, à l'aménagement ou à la rénovation dans l'espace occupé par la haute direction au cours de cette période.

Question **21**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme

Question **22**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2020-2021;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question 23	Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
--------------------	--

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **24**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
- g) les prévisions pour 2021-2022

Réponse :

Aucun emploi hors structure.

Question **25**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **26**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **27**

Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **28**

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **29**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Aucun membre du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question **30**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :
 a) le coût de chacun;
 b) le fournisseur;
 c) la nature du service;
 Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
Causette média SARL	108 \$	<i>La causette</i>
Centre justice et foi	40 \$	<i>Relations</i>
Ebsco	144 \$	<i>Nouvelles questions féministes</i>
Érudit	117 \$	<i>Nouvelles pratiques sociales</i>
Érudit	117 \$	<i>Recherches féministes</i>
Ms. Magazine	60 \$	<i>Ms.</i>
Pearltrees	24 \$	<i>Pearltrees</i>
Publications Mass-Media Inc.	2 225 \$	<i>Le Courrier parlementaire</i>
RIBG - MTESS	3 167 \$	<i>Réseau des bibliothèques gouvernementales / PortFolio</i>
Premières en affaires	20 \$	<i>Premières en affaires</i>

Question **31**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme

Question 32	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
--------------------	--

Réponse :

Aucune

Question **33**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Réponse :

	SUJETS	DÉTAILS
a)	ADRESSE DU SITE INTERNET :	www.csf.gouv.qc.ca
b)	LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Le site Web actuel du Conseil est en ligne depuis février 2010. Sa conception initiale a été assurée par la firme iXmédia (2009-2010).
c)	LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	s.o.
d)	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	1 082,89 \$
e)	LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	BleuOutremer : 1 575 \$

	SUJETS	DÉTAILS
a)	ADRESSE DU SITE INTERNET :	www.gazettedesfemmes.ca
b)	LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications (2011)
c)	LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	s.o.
d)	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Les coûts d'hébergement sont intégrés aux coûts d'hébergement du site Web du Conseil (voir plus haut).
e)	LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Aucun

Question **34**

Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a fait aucune nomination de mandataire, d'émissaire, de négociateur, de médiateur, de commissaire, d'expert ou d'enquêteur.

Question **35**

Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;

le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **36**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021:

- a) le détail des mandats
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **37**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **38**

La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **39**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **40**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **41**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2021 pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question **42**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun montant du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au cours de cette période.

Question 43	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
--------------------	---

Réponse :

Aucun boni ni aucune prime au rendement n'ont été versés.

Question **44**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme

Question **45**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Aucune prime de départ ni aucun montant pour bris de contrat n'ont été versés.

Question **46**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **47**

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Aucun cadre ni dirigeant ne reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question **48**

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leur fonction. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **49**

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **50**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **51**

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question **52**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévision pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question **53**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports pour tous les ministères et organismes.

Question **54**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports pour tous les ministères et organismes.

Question **55**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes. (Fonds vert)

Question **56**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

Question **57**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question **58**

Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice, et ce, pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière et en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Question **59**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) Le Conseil du statut de la femme a estimé ses activités en ressources informationnelles à 385 900 \$ pour l'année **2020-2021**.
- b) Les informations sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- e) Les informations relatives aux contrats sont disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

La sous-question c) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **60**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **61**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **62**

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **63**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, pour les années 2019-2020 et 2020-2021, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Réponse :

Aucun paiement à des associations professionnelles et aucun remboursement de cotisation à un membre du personnel.

Question **64**

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **65**

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer:

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les participants ;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **66**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a réalisé aucun sondage ou enquête d'opinion.

Question **67**

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Réponse :

- a) Aucune dépense réalisée au sein de médias communautaires.
- b) 66 % des dépenses publicitaires ont été réalisées sur Internet et les médias sociaux :
- 29 372,38 \$ sur un total de 44 182,35 \$

Question **68**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

Question **69**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **70**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Question **71**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

Réponse :

La liste contrats octroyés par le Conseil du statut de la femme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée en réponse à la question 8.

Question **72**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

Question **73**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Question **74**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Question **75**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Question **76**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question **77**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question **78**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

Question **79**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : «Ensemble, nous sommes le Québec».

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Question **80**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Question **81**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Question **82**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges »

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question **83**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

Réponse :

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*.

Question **84**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question **85**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation.

Question **86**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question **87**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question **88**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat–Oser entreprendre 2017-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question **89**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question **90**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question **91**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question **92**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question **93**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports.

Question **94**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question **95**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Question **96**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Question **97**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question **98**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question **99**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030 Plan pour une économie verte 2020-2030.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question **100**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **101**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **102**

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Réponse :

Tous les travaux menés par le Conseil sont réalisés en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes en cohérence avec sa mission.

Question **103**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **104**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 105	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme: a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
---------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question

106

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **107**

Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **108**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

Réponse :

Sommes dépensées : 26 673,47 \$

Papeterie	348,42 \$
Équipements informatiques	26 325,05 \$
Total	26 673,47 \$

Question **109**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Réponse :

Aucune somme dépensée en frais de consultants en sécurité informatique.

Question **110**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.):
a) Liste des contrats;
b) Nom du fournisseur;
c) Montant déboursé.

Réponse :

Sommes dépensées :

Abonnement à Zoom	140,00 \$
-------------------	-----------

Question **111**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse :

Aucune somme dépensée en matière de remboursement aux employé.es pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Question 112	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
---------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 113	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021: a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
---------------------	---

Réponse :

Sommes dépensées a) et c) : 2 199 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

<p>Question 114</p>	<p>Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021:</p> <p>a) Total des dépenses réalisées;</p> <p>b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);</p> <p>c) Liste des fournisseurs retenus;</p> <p>d) Coûts d'installation;</p> <p>e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;</p> <p>f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.</p>
----------------------------	--

Réponse :

- a) Total des dépenses réalisées : 4 251 \$
- b) Achat de masques, désinfectant et lingettes désinfectantes
- c) Novexco (Hamster)
- d) Aucun coût d'installation

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question 115	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.
---------------------	--

Réponse :

L'entretien ménager est inclus dans le bail de location des locaux occupés par le Conseil.

Question **116**

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Question **117**

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Réponse :

Aucun frais, mesure ou visite de la CNESST.

Question **118**

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Question **119**

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **120**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme a octroyé les contrats suivants en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics au cours de cette période :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT ADDITIONNEL ACCORDÉ	MOTIF DE LA DEMANDE
Bla Bla Rédaction	Révision linguistique de différents documents	2 021 \$	Besoins additionnels en révision linguistique dus à l'ajout de mandats spéciaux, notamment le dossier sur les Femmes et la pandémie.
Technologies Umbrella inc.	Services professionnels en technologie de l'information et de soutien technique en informatique	40 320 \$	Besoins supplémentaires de soutien technique dans le contexte de télétravail dus à la pandémie de COVID-19.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec www.seao.ca, ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **121**

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'état de prestation des services;
- e) l'échéancier.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question **122**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat,
- c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- d) le coût;
- e) l'échéancier;
- f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

Ne s'applique pas Conseil du statut de la femme.

Question **123**

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 et en 2020-2021:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel **2020-2021** des ministères et organismes.

Question **124**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Réponse :

Aucun comité n'a été formé.

Question 125	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
---------------------	--

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **126**

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

Réponse :

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au **Rapport annuel 2020-2021** des ministères et des organismes ainsi qu'au **Rapport annuel d'activités 2020-2021** du Protecteur du citoyen.

Question **127**

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2020-2021 et 2021-2022; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Réponse :

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	4	16	6	1	27
Total	4	16	6	1	27

Question **128**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectués;
c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

- a) Nombre de stagiaires reçus : un stagiaire en 2020-2021
- c) Rémunération totale déboursée : 3 164,70 \$

La sous-question b) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

<p>Question 129</p>	<p>Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) nombre total de véhicules;b) le type de véhicules;c) le nombre de véhicules hybrides;d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;e) le nombre de véhicules électriques.
----------------------------	--

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q uestion 130	Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant : a) les sommes dépensées pour chaque action; b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.
-----------------------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question **131**

Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 132	Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.
---------------------	---

Réponse :

Tous les travaux menés par le Conseil sont réalisés en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes en cohérence avec sa mission.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
1^{ER} GROUPE D'OPPOSITION
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{ÈRE} OPPOSITION – PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC
TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question
47	Rencontres du bureau de la présidence
48	Effectifs par région
49	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine.
50	Mandats confiés au CSF
51	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
52	Comités sur lesquels siège le CSF
53	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF
54	Accès à l'information

Question **47**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
- b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
- d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère ou de l'organisme en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 20) à l'adresse : <https://csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **48**

Concernant le Conseil du statut de la femme, pour la dernière année financière :

- a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région ;
- b) budget alloué, ventilé par grandes catégories ;
- c) liste des avis remis au gouvernement.

Réponse :

a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	4	15	6	1	26
Total	4	15	6	1	26

* Excluant la présidente de l'organisme.

b) Budget alloué, ventilé par grandes catégories

Éducation

PROGRAMME 7
Condition féminine

(en milliers de dollars)

Éléments	Budget de dépenses 2021-2022	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits 2021-2022	Crédits 2020-2021
1. Conseil du statut de la femme	3 494,5	15,0	31,0	3 510,5	3 440,4
2. Secrétariat à la condition féminine	15 894,5	5,0	10,0	15 899,5	19 913,0
	19 389,0	20,0	41,0	19 410,0	23 353,4
Crédit à voter				19 410,0	23 353,4

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ventilation par supercatégorie
(en milliers de dollars)

Éléments	2021-2022		2020-2021	
	1	2	2021-2022	2020-2021
Budget de dépenses				
Rémunération	2 535,4	2 199,8	4 735,2	4 541,8
Fonctionnement	959,1	576,2	1 535,3	1 579,4
Transfert	-	13 118,5	13 118,5	17 204,7
	3 494,5	15 894,5	19 389,0	23 325,9
Budget d'investissements				
Immobilisations tangibles	5,0	3,0	8,0	23,0
Immobilisations en ressources informationnelles	26,0	7,0	33,0	24,5
	31,0	10,0	41,0	47,5

Budget de dépenses 2021-2022

7-11

c) Liste des avis remis au gouvernement

Voir la réponse à la question 51 pour la liste des documents produits par le Conseil

Question **49**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2020-2021.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **50**Liste de tous les mandats confiés au CSF depuis le 1^{er} mars 2020.

Réponse :

Mandateur	Thème	Objectif
Ministre responsable de la Condition féminine	<i>Produits hygiéniques féminins</i>	Réaliser une étude portant sur la possibilité de rendre disponibles gratuitement les produits hygiéniques féminin dans les institutions publiques
Ministre responsable de la Condition féminine	<i>Hostilité en ligne</i>	Produire un rapport sur le phénomène de l'hostilité en ligne, son étendue, ses conséquences et les moyens pour y faire face collectivement.

Question **51**

Fournir, pour 2020-2021, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

B. Mémoires

- Consultation en vue de la préparation du Plan d'action gouvernemental 2022-2027 pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées (mars 2021)
- Mieux assurer la santé et la sécurité des femmes au travail – Mémoire sur le projet de loi no 59 Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (janvier 2021)
- Quand la procréation assistée implique une maternité pour autrui – Mémoire sur le projet de loi n° 73 Loi modifiant diverses dispositions en matière de procréation assistée (décembre 2020)
- L'égalité entre les sexes : un incontournable du programme *Éthique et culture religieuse* (juillet 2020)

C. Études

- Portrait des Québécoises – édition 2020 – Femmes et économie (décembre 2020)
- Étude - Les soins aux personnes âgées en perte d'autonomie (décembre 2020)
- Étude - Les personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale face au système de justice pénale : état de situation (octobre 2020)

D. Communications publiques

- Éditions numériques
 - Elles, c'est nous – microsite 8 mars 2021 (mars 2021)
 - Quiz – éditions destinée aux jeunes et moins jeunes sur les notions d'égalité (mars 2021)
 - Bibliothèque de la violence faite aux femmes – 12 jours d'action contre la violence (novembre 2020)
 - Féminisme – nom commun, cause commune (septembre 2020)
 - Dossier spécial - Les femmes et la pandémie (juillet 2020)
 - Prendre soin des autres... ensemble! (avril 2020)
- Articles
 - La place des femmes en histoire (Revue Enjeux de l'univers social) (printemps-été 2020)
 - L'apport des femmes aux soins des personnes âgées (Revue Le Point) (décembre 2020)
- Capsules vidéo
 - Le consentement en 76 secondes (novembre 2020)
 - La grossophobie en 76 secondes (octobre 2020)

Question **52**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2020-2021.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2020-2021:

- Comité interministériel en vue de préparer le *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie*
- Comité de suivi de la recherche sur le travail invisible des agricultrices
- Comité aviseur sur les inégalités économiques mis sur pied par l'Observatoire québécois des inégalités
- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec
- Comité de travail interministériel sur la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023
- Comité de suivi de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021

Question **53**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Colloque du lieutenant-gouverneur du Québec : Réalités autochtones au Québec	Barreau du Québec	1	Québec	12 \$
Rédaction stratégique	Université TÉLUQ	1	Virtuel	132 \$
Webinaire L'intelligence de la gestion du temps et des espaces	IAPQ	5	Virtuel	96 \$
Colloque en cybersécurité	Le Point en Santé et Services Sociaux	1	Virtuel	201 \$
Excel avancé - Graphiques et macrocommandes	Activité de développement des compétences offerte par la DRH du MEES AFI Expertise	1	Virtuel	0 \$
L'intelligence managériale au service de la transformation des organisations	IAPQ	4	Virtuel	96 \$
Rencontre de partage de connaissances: La Gazette des femmes	Conseil du statut de la femme	16	Virtuel	0 \$
Plaisirs, défis et enjeux de la navigation au sein des médias sociaux	GFPD	1	Virtuel	379 \$
La mise en valeur des ressources documentaires par les techniciens en documentation : guides et formations documentaires	Fédération des milieux documentaires	1	Virtuel	35 \$
Gestion de projet : Principes généraux et atelier pratique	Fédération des milieux documentaires	1	Virtuel	230 \$
Rencontre de partage de connaissances: Éthique et culture religieuse	Conseil du statut de la femme	14	Virtuel	0 \$
Présentation GEGD - La place des gestionnaires de documents au sein de la gouvernance de l'information et de la transformation numérique	GEGD Groupe d'expertise en gestion documentaire	1	Virtuel	0 \$
Immigrer et se disputer. Que nous apprennent les «chicanes» de couple sur la famille?	INRS-Partenariat de recherche Familles en mouvance	1	Virtuel	0 \$

Question **53**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
La mise en œuvre des politiques migratoires	Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs (ERIQA)	1	Virtuel	0 \$
Intelligence émotionnelle pour faire preuve de leadership	IAPQ	5	Virtuel	96 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Retraite Québec Centre de services scolaire de la Capitale	2	Virtuel	690 \$
Formation sur mesure en rédaction Web	Étienne Denis - 90 degrés communication inc.	5	Virtuel	3 500 \$
Processus de traitement d'une demande d'accès à l'information	Direction d'accès à l'information et aux plaintes (DAIP)	1	Virtuel	0 \$
Rencontre de partage de connaissances: Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)	Conseil du statut de la femme	12	Virtuel	0 \$
Excel, les fonctions avancées - Classe virtuelle EX-028FA	Versalys	1	Virtuel	91 \$
Colloque international "Le futur de la diversité"	ENAP	2	Québec	230 \$
Excel 2013/2016, Avancé (VBA) EX-029	Versalys	1	Québec	77 \$

Question **54**

Concernant l'accès à l'information:

- a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021.
- b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021
- c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.

Réponse :

- A) Aucun effectif supplémentaire
- B) 2 demandes reçues
- C) 2 demandes répondues dans le délai prescrit

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
2^E GROUPE D'OPPOSITION
QUÉBEC SOLIDAIRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E OPPOSITION – QUÉBEC SOLIDAIRE
TABLE DES MATIÈRES

#	Question
6	Formations données par le CSF sur l'analyse différenciée selon les sexes

Question **6**

Combien de formations le Conseil du Statut de la Femme a-t-il données aux autres ministères et organismes concernant l'analyse différenciée selon les sexes ? Veuillez détailler les ministères et organismes qui l'ont reçu.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas donné de formation aux autres ministères et organismes concernant l'analyse différenciée selon les sexes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
3^E GROUPE D'OPPOSITION
PARTI QUÉBÉCOIS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3^E OPPOSITION – PARTI QUÉBÉCOIS
TABLE DES MATIÈRES ANNOTÉES

#	Question
73	Rencontres du bureau de la présidence
74	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine.
75	Différence entre les dépenses prévues et réelles
76	Effectifs par région
77	Organigramme
78	Mandats confiés au CSF
79	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
80	Comités sur lesquels siège le CSF
81	Comités sur lesquels ne siège plus le CSF depuis la fermeture des bureaux régionaux
82	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF

Question **73**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
- b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
- d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère ou de l'organisme en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 20) à l'adresse : <https://csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **74**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2020-2021.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **75**

Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **76**

Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région, pour les trois dernières années.
Fournir les prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale- Nationale	4	15	6	1	26
Total	4	15	6	1	26

Question **77**

Organigramme du CSF en date du 31 mars 2021.

Réponse :

Se référer au site Web du Conseil du statut de la femme à l'adresse pour l'organigramme www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/directions-et-organigramme/.

Question **78**

Liste de tous les mandats confiés au CSF pour 2020-2021.

Réponse :

Mandateur	Thème	Objectif
Ministre responsable de la Condition féminine	<i>Violences sexuelles et conjugales</i>	Réaliser une étude complémentaire au Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale, dans le but d'accroître l'expertise et le développement des connaissances en matière de violence.
Ministre responsable de la Condition féminine	<i>Hostilité en ligne</i>	Produire un rapport sur le phénomène de l'hostilité en ligne, sur son étendue, ses conséquences ainsi que les moyens à notre portée pour y faire face collectivement.

Question **79**

Fournir, pour 2020-2021, la liste des documents produits suivants :
 a) avis;
 b) mémoires;
 c) études;
 d) communications publiques;
 e) statistiques.

Réponse :

A. Mémoires

- Consultation en vue de la préparation du Plan d'action gouvernemental 2022-2027 pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées (mars 2021)
- Mieux assurer la santé et la sécurité des femmes au travail – Mémoire sur le projet de loi no 59 Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (janvier 2021)
- Quand la procréation assistée implique une maternité pour autrui – Mémoire sur le projet de loi n° 73 Loi modifiant diverses dispositions en matière de procréation assistée (décembre 2020)
- L'égalité entre les sexes : un incontournable du programme *Éthique et culture religieuse* (juillet 2020)

B. Études

- Portrait des Québécoises – édition 2020 – Femmes et économie (décembre 2020)
- Étude - Les soins aux personnes âgées en perte d'autonomie (décembre 2020)
- Étude - Les personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale face au système de justice pénale : état de situation (octobre 2020)

C. Communications publiques

- Éditions numériques
 - Elles, c'est nous – microsite 8 mars 2021 (mars 2021)
 - Quiz – éditions destinée aux jeunes et moins jeunes sur les notions d'égalité (mars 2021)
 - Bibliothèque de la violence faite aux femmes – 12 jours d'action contre la violence (novembre 2020)
 - Féminisme – nom commun, cause commune (septembre 2020)
 - Dossier spécial - Les femmes et la pandémie (juillet 2020)
 - Prendre soin des autres... ensemble! (avril 2020)
- Articles
 - La place des femmes en histoire (Revue Enjeux de l'univers social) (printemps-été 2020)
 - L'apport des femmes aux soins des personnes âgées (Revue Le Point) (décembre 2020)
- Capsules vidéo
 - Le consentement en 76 secondes (novembre 2020)
 - La grossophobie en 76 secondes (octobre 2020)

Question **80**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2020-2021.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2020-2021:

- Comité interministériel en vue de préparer le *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie*
- Comité de suivi de la recherche sur le travail invisible des agricultrices
- Comité aviseur sur les inégalités économiques mis sur pied par l'Observatoire québécois des inégalités
- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec
- Comité de travail de niveau professionnel sur la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023
- Comité de suivi de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021

Question **81**

Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **82**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Colloque du lieutenant-gouverneur du Québec : Réalités autochtones au Québec	Barreau du Québec	1	Québec	12 \$
Rédaction stratégique	Université TÉLUQ	1	Virtuel	132 \$
Webinaire L'intelligence de la gestion du temps et des espaces	IAPQ	5	Virtuel	96 \$
Colloque en cybersécurité	Le Point en Santé et Services Sociaux	1	Virtuel	201 \$
Excel avancé - Graphiques et macrocommandes	Activité de développement des compétences offerte par la DRH du MEES AFI Expertise	1	Virtuel	0 \$
L'intelligence managériale au service de la transformation des organisations	IAPQ	4	Virtuel	96 \$
Rencontre de partage de connaissances: La Gazette des femmes	Conseil du statut de la femme	16	Virtuel	0 \$
Plaisirs, défis et enjeux de la navigation au sein des médias sociaux	GFPD	1	Virtuel	379 \$
La mise en valeur des ressources documentaires par les techniciens en documentation : guides et formations documentaires	Fédération des milieux documentaires	1	Virtuel	35 \$
Gestion de projet : Principes généraux et atelier pratique	Fédération des milieux documentaires	1	Virtuel	230 \$
Rencontre de partage de connaissances: Éthique et culture religieuse	Conseil du statut de la femme	14	Virtuel	0 \$
Présentation GEGD - La place des gestionnaires de documents au sein de la gouvernance de l'information et de la transformation numérique	GEGD Groupe d'expertise en gestion documentaire	1	Virtuel	0 \$
Immigrer et se disputer. Que nous apprennent les «chicanes» de couple sur la famille?	INRS-Partenariat de recherche Familles en mouvance	1	Virtuel	0 \$

Question **82**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
La mise en œuvre des politiques migratoires	Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs (ERIQA)	1	Virtuel	0 \$
Intelligence émotionnelle pour faire preuve de leadership	IAPQ	5	Virtuel	96 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Retraite Québec Centre de services scolaire de la Capitale	2	Virtuel	690 \$
Formation sur mesure en rédaction Web	Étienne Denis - 90 degrés communication inc.	5	Virtuel	3 500 \$
Processus de traitement d'une demande d'accès à l'information	Direction d'accès à l'information et aux plaintes (DAIP)	1	Virtuel	0 \$
Rencontre de partage de connaissances: Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)	Conseil du statut de la femme	12	Virtuel	0 \$
Excel, les fonctions avancées - Classe virtuelle EX-028FA	Versalys	1	Virtuel	91 \$
Colloque international "Le futur de la diversité"	ENAP	2	Québec	230 \$
Excel 2013/2016, Avancé (VBA) EX-029	Versalys	1	Québec	77 \$

csf.gouv.qc.ca

*Conseil du statut
de la femme*

Québec 